

DOSSIER N° DP 062758 26 00009

Déposé le 20/01/2026

Affiché le 20/01/2026

de TOTEM FRANCE représentée par
CHOMETTE Nicolas
demeurant 44 Avenue de la République
92320 Châtillon
pour Implantation d'un relais de
radiotéléphonie TOTEM
sur un 24 Rue de la Capelle
terrain sis 62280 SAINT MARTIN BOULOGNE
cadastré AO76, AO73, AO75

SURFACE DE PLANCHER

Néant

Destination : Équipements d'intérêt collectif et
services publics

Le Maire,

Vu la demande de déclaration préalable susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le décret n°2016-6 du 05 janvier 2016,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 6 avril 2017 et modifié le 29 juin 2023 et le
11 avril 2024

Vu l'avis favorable de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) en date du 5 novembre 2025 ;

Vu l'avis d'ENEDIS, relatif au raccordement électrique du projet, en date du 5 février 2026, sans
observation ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (CAB) en date du 5 février 2026, sans
observation ;

Considérant que le projet est conforme aux dispositions du PLU/PLUi en vigueur ;

Considérant l'intérêt public lié à l'amélioration de la couverture mobile ;

ARRETE

Article 1 : La société TOTEM France **est autorisée** à procéder au démontage du pylône monotube
existant de 25 mètres, à l'installation d'un pylône monotube en acier galvanisé d'une hauteur de 30
mètres sur massif béton, à la mise en place d'armoires techniques en tôles d'acier peintes sur
terrasse béton, à l'implantation d'une clôture en treillis soudé plastifié de teinte verte d'une hauteur
de 2 mètres avec portillon d'accès, ainsi qu'à la réalisation des branchements aux réseaux
d'électricité et de télécommunications.

Article 2 : Les travaux autorisés par le présent arrêté devront être réalisés conformément aux plans
et pièces du dossier approuvé.

Article 3 : Le bénéficiaire devra respecter les conditions techniques de raccordement au réseau public de distribution d'électricité définies par ENEDIS dans son avis en date du 5 février 2026, notamment sur la base d'une puissance de raccordement estimée à 36 kVA en triphasé et de la nécessité de réaliser un branchement au réseau public.

Fait à Saint Martin Boulogne,

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

« Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux. »